

Les sections académiques du SNES-FSU Créteil, Paris et Versailles lancent une alerte sur les conditions sanitaires et pédagogiques de rentrée.

Les alertes se multiplient dans les établissements franciliens (Covid, suspicion de Covid, quatorzaines, septaines ...). Il n'est pourtant question que d'allègement du protocole sanitaire : les règles supposées protéger les personnels et les usagers sont peu à peu adoucies, dans le seul but de permettre aux établissements de tourner, coûte que coûte. Le Gouvernement, de toute évidence, minimise l'ampleur et la gravité de la situation, en aménageant le protocole, au gré des possibilités données aux établissements, en termes de moyens matériels et humains.

Alors que la distanciation physique est reconnue par les autorités scientifiques comme un des moyens pour limiter la propagation du virus, les collègues constatent que les effectifs sont pléthoriques : 28, 30, 31 et même 32 élèves au collège ; 35, 36 37 et parfois 39 élèves en lycée, dans des salles de classe souvent exigües et mal ventilées. Les masques, lorsqu'ils sont distribués aux personnels, sont en nombre insuffisant pour couvrir l'ensemble de leur service. Les locaux sont inadaptés, et avec la chaleur qui a sévi tout le mois de septembre, l'air devient irrespirable dans un certain nombre d'établissements. Les fenêtres oscillo-battantes, et les normes de sécurité ne permettent pas une ventilation telle qu'elle est recommandée par le conseil scientifique.

Cette situation entraîne déjà, dans certains établissements, des mobilisations spontanées que nous soutenons. Les collègues et l'ensemble des personnels sont déjà épuisés à ce stade de l'année. Ce n'est pas acceptable.

Les sections académiques du SNES-FSU Créteil, Paris et Versailles constatent en outre dans la quasi-totalité des établissements l'impossibilité de mettre en œuvre un service de cantine sécurisé : les collégiens, les lycéens mangent à proximité les uns des autres, sans masque, dans des réfectoires la plupart du temps peu aérés.

Les agents des collectivités locales sont en nombre insuffisant pour à la fois entretenir les locaux, assurer le service de cantine ainsi que mettre en œuvre le protocole sanitaire dans les établissements.

L'inaction du ministre de l'Éducation nationale pèse lourd sur les conditions de rentrée. Nous continuons de dénoncer les suppressions de postes, les suppressions de divisions qui privent les élèves de groupes allégés et de distanciation physique.

Nous dénonçons le maintien et la poursuite de la réforme des lycées qui fait exploser le groupe classe et intensifie le brassage des élèves. Les emplois du temps sont aberrants : des journées de huit heures de cours et plus, avec des cours jusqu'à 19 heures, y compris le vendredi, des heures de trous en nombre croissant.

L'année vient de commencer ; il est encore temps de mettre en œuvre un plan d'urgence pour recruter des enseignants, des personnels, notamment sur les listes complémentaires. Il est encore temps de doter les personnels du matériel de protection en nombre suffisant et de mettre en place la distanciation physique en allégeant les groupes. Le Gouvernement a su trouver des centaines de milliards pour les entreprises. Il est encore temps de s'engager dans un objectif de limitation de la propagation du virus et de mettre en œuvre les moyens pour réduire les inégalités sociales et scolaires, comme ont su le faire d'autres pays européens. Voilà quel doit être l'objectif d'une des toutes premières puissances mondiales.

Arcueil, le 27 septembre 2020